

La Commission européenne a réalisé de nouveaux travaux de recherche pour quantifier le coût socio-environnemental des différents modes de transport, dont les résultats pourraient servir à imposer des taxes sur les technologies les plus nocives.



Parmi les types d'impacts analysés dans le rapport figurent la santé humaine, les dommages causés aux bâtiments, les cultures et les écosystèmes, le réchauffement planétaire et la pollution par le bruit. La recherche s'appuie sur une méthode ascendante, en cela qu'elle mesure les émissions à la source et analyse les variations enregistrées dans l'environnement, pour ensuite évaluer les impacts physiques et les exprimer en termes monétaires. Cette étude est conçue de sorte à prendre en compte la forte corrélation existant entre les coûts externes et le site concerné.

Des activités telles que les transports engendreraient des coûts socio-environnementaux, ou « externes », lorsque « les activités sociales ou économiques d'un groupe d'individus ont un impact sur un autre groupe et que cet impact n'est pas entièrement imputable au premier groupe, ou compensé par celui-ci ».

Un des aspects novateurs de l'étude réside dans le fait que sont également prises en compte dans les coûts externes des transports les répercussions environnementales de la fabrication de véhicules et de la construction des infrastructures.

En Allemagne, les résultats indiquent qu'en 1998, les coûts externes totaux associés au secteur du transport dans son ensemble se montaient à 33 milliards d'euros. Ce chiffre, qui représente 1,7% du PIB allemand pour l'année en question, prend en compte les accidents, le bruit, les émissions de CO₂ et la pollution atmosphérique. Le transport routier représentait à lui seul un coût externe de plus de 30 milliards d'euros.

Les auteurs de l'étude insistent sur le fait que les résultats sont empreints de grandes incertitudes, et que les travaux de recherche actuellement consacrés aux impacts sanitaires de la pollution et à la valeur d'une année perdue en termes d'espérance de vie, par exemple, auront un impact significatif sur les conclusions à venir. Cependant, d'après eux, la communication des résultats de cette étude aux parties prenantes européennes rendra le processus de prise de décision plus transparent et permettra l'identification des domaines prioritaires en matière de recherche. Toujours selon les auteurs, une telle évaluation quantitative des coûts externes pourrait servir de base à la prise de décisions politiques, notamment pour taxer les combustibles et les technologies les plus nocifs ou encourager ceux

qui engendrent des coûts socio-environnementaux plus faibles. [Consulter le rapport Externe \(en anglais\)](#)